Chapitre 19 - Le projet d'investissement, les financements et le plan de financement

Synthèse

Table des matières

1. L'investissement 3
1.1. La notion d'investissement. 3
1.2. Catégories d'investissements. 3
1.3. Classification des investissements. 3
2. Les flux nets de trésorerie 4
2.1. Les revenus générés par l'investissement ou encaissements. 4
2.2. Les dépenses générées par l'investissement ou décaissements. 6
2.3. Les flux nets de trésorerie générés par le projet. 7
3. Les modes de financement 9
3.1. Le financement par fonds propres 9
3.2. Le financement par quasi-fonds propres 12
3.3. Le financement par dettes 13
3.4. Le financement par crédit-bail 17
3.5. Le financement participatif 18
4. Le plan de financement 20
4.1. Intérêts et utilités du plan de financement 20
4.2. La préparation du plan de financement 21
4.3. Les impacts des financements sur le plan de financement 22
5. Exemple 23

1. L'investissement

1.1. La notion d'investissement.

La décision d'investissement peut s'analyser comme le choix de l'affectation de ressources à un projet industriel, commercial ou financier en vue d'en retirer un supplément de profit.

C'est un pari sur l'avenir, traduisant à la fois un risque, mais aussi une certaine confiance qui entraîne des dépenses actuelles certaines et des gains futurs incertains ou aléatoires.

La gestion des investissements consiste donc à comparer la rentabilité économique de cet investissement avec le coût du financement de l'opération afin de faciliter la prise de décision par les dirigeants.

Après décision d'investissement, un plan de financement équilibré devra être élaboré par les services financiers de l'entité.

1.2. Catégories d'investissements.

Selon leur impact dans la stratégie d'une entreprise, il est possible de distinguer plusieurs catégories d'investissements :

- de remplacement, de renouvellement. Ils correspondent à l'acquisition de nouveaux biens pour remplacer des biens équivalents. Objectif : maintien du niveau d'équipement ou d'infrastructure,
- de capacité, de modernisation. Ils correspondent à l'acquisition de nouveaux biens afin d'augmenter la capacité de production. Objectif : produire « plus »,
- de productivité, d'innovation. Ils correspondent à l'acquisition d'un matériel plus perfectionné afin de réaliser des gains de productivité. Objectif : produire « mieux ».

1.3. Classification des investissements.

De la même façon, selon leur nature spécifique, les investissements peuvent être :

- immatériels (recherche appliquée, recherche développement, études, formation, qualité, ...),
- matériels (équipements en machines, infrastructure, terrains, constructions, ...),
- financiers (acquisitions de titres immobilisés, placements, prises de participation, ...).

Tout investissement induit :

- des flux positifs c'est-à-dire :
- des produits d'exploitation nouveaux, des recettes supplémentaires,
- le prix de cession éventuel de l'équipement.
- des flux négatifs soient :
- des charges nouvelles,
- décaissées (frais de fonctionnement, entretien, maintenance, dépenses nouvelles en charges de personnel),
- calculées (dotations aux amortissements de l'investissement acquis ou produit),
- un impôt nouveau sur l'accroissement de bénéfice réalisé.

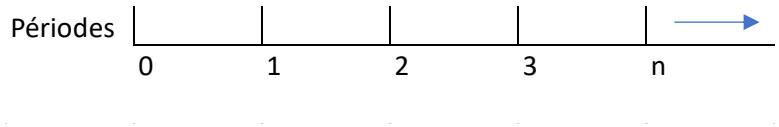
2. Les flux nets de trésorerie

Pour déterminer si un projet est rentable ou non, il est intéressant de calculer la rentabilité économique du projet.

La mesure de la rentabilité économique de l'investissement consiste à comparer les recettes d'exploitation qu'il génère par rapport aux dépenses d'exploitation qu'il entraîne pour faire apparaître des flux nets de trésorerie.

Flux de trésorerie = Produits encaissés – Charges décaissées.

Ces flux se calculent par période à partir d'une période 0, date à laquelle la décision est prise.



Le choix devrait se porter sur l'investissement qui procure le meilleur résultat, la meilleure rentabilité économique.

2.1. Les revenus générés par l'investissement ou encaissements.

- La Capacité d'autofinancement.

La capacité d'autofinancement d'exploitation est égale aux recettes nettes d'exploitation après impôt. Elle est évaluée chaque année à partir de l'année 1 et pendant la durée de vie de l'investissement. Elle correspond à la trésorerie potentielle dégagée par l'investissement.

Périodes	N
+ CA	
- Charges d'exploitation décaissées	
- Dotations aux amortissements	
= Résultat avant impôt (IS)	
- IS	
= Résultat net comptable	
+ Dotations aux amortissements	
= CAF	

NB : on soustrait les dotations puisqu'elles sont déductibles fiscalement (diminution de l'IS). Par contre, on va les annuler par la suite (en plus) car ce n'est pas un flux de trésorerie.

Application pratique :
Soit un projet d'investissement dans une machine qui doit être réalisé le 01.01.N. La machine a une valeur de 10 M€, une durée d'utilisation de 5 ans et est amortissable en linéaire. À la fin de la 1ère année, les ventes du produit se sont élevées à 15 M€ et les charges relatives à 11 M€. Le taux de l'impôt sur les sociétés est de 25%.

Périodes	N
CA	15 000
- Charges d'exploitation décaissées	-11 000
- Dotations aux amortissements	- 2 000
= Résultat avant impôt (IS)	2 000
- IS	- 500
= Résultat net comptable	1 500
+ Dotations aux amortissements	+ 2 000
+ CAF	3 500

- La valeur résiduelle nette de l'investissement.

Il s'agit de la valeur de revente probable de l'investissement, à la fin de la période d'utilisation, après déduction de l'impôt éventuel sur la plus-value de cession.

La valeur résiduelle correspond le plus souvent à la Valeur Comptable Nette. Elle constitue une recette pour la dernière année.

Application pratique :
Une société décide d'investir dans une machine, dont le prix est de 1.200 K€. Les frais de mise en service sont d'environ 100 K€. L'acquisition de cette machine va permettre de céder une ancienne machine qui avait été acquise il y a 7 ans, le 1er janvier au prix de 700 K€ et dont la durée d'utilisation était estimée à 10 ans. Le prix de vente est de 240 K€.

VNC = 700 - 700 / 10 *7 = 210 K€.

PV = 240 000 – 210 000 = 30 000 € brut avant IS

IS = 30 000 *25% = 7 500 €

Flux de cession = 240 000 – 7 500 = 232 500 €

- La récupération du besoin en fonds de roulement.

La récupération du besoin en fonds de roulement peut constituer également un encaissement au titre de la dernière année (partie suivante).

2.2. Les dépenses générées par l'investissement ou décaissements.

L'investissement initial réalisé au cours de l'année 0 (ou au début de l'année 1) inclut :

- le coût d'acquisition ou de production d'immobilisation (terrain, construction, matériel, équipement, …),
- les frais accessoires (transport, coût d'installation) ou les réductions (cession de l'immobilisation précédente, subvention…),
- éventuellement les dépenses de formation des personnels,
- le montant de la constitution ou de l'accroissement du besoin en fonds de roulement d'exploitation (variation du B.F.R.E.).

Par simplification, on admet que le BFR se calcule en fonction du pourcentage du CA (faire le lien avec le calcul du BFR normatif).

Application pratique :
BFR = 10 % du CA.

Année	N	N+1	N+2	N+3
CA	15 000 M€	15 000 M€	15 000 M€	15 000 M€
BFR	1 500	1 500	1 500	1 500
Variation BFR	1 500	0	0	0

Variation BFR : N: 1 500 – 0 = 1 500

N+1 : 1 500 – 1 500 = 0.

Rappel :

Le BFR (Besoin en Fonds de Roulement) représente le besoin de financement qui résulte de l'exploitation du projet d'investissement. Ce BFR correspond au fait que l'entreprise doit financer ses stocks, que ses clients ne vont pas la payer systématiquement au comptant et donc qu'elle va avoir un besoin de trésorerie dans l'attente du règlement de ses créances. De la même façon, l'entreprise va payer ses fournisseurs avec un certain délai, ce qui va réduire son besoin de financement. Le BFR se calcule comme suit :

BFR = Stocks + créances clients – dettes fournisseurs

2.3. Les flux nets de trésorerie générés par le projet.

Dans le tableau des flux nets de trésorerie, on distingue trois parties :

- les encaissements (CAF, valeur résiduelle, récupération du B.F.R., …),
- les décaissements (acquisitions, constitution du B.F.R., …),
- les flux nets de trésorerie (F.N.T.).

	01.01.N	31.12.N	31.12.N+1	31.12.N+2	31.12.N+3	31.12.N+4
Années	0	1	2	3	4	5
Emplois : -						
- Investissements	X					
- Variation du BFR	X	X	X	X	X	
Ressources : +						
+ CAF		X	X	X	X	X
+ Valeur résiduelle	X					
+ Récupération du BFR						X
Total						
Flux de trésorerie	X	X	X	X	X	X

Application pratique :
En reprenant les éléments suivants : Investissement sur 5 ans de 10 000 M€ ; CAF de 3 500 M€ pour les 5 années ; Variation du BFR de 1 500 début N et de zéro par la suite. Le projet s'arrête au bout des 5 ans. On estime la valeur de revente nette de 4 000 M€

En M€	01.01.N	31.12.N	31.12.N+1	31.12.N+2	31.12.N+3	31.12.N+4
Années	0	1	2	3	4	5
Emplois : -						
- Investissements	- 10 000					
- Variation du BFR	-1 500	0	0	0	0	
Ressources : +						
+ CAF		+ 3 500	+ 3 500	+ 3 500	+ 3 500	+ 3 500
+ Valeur résiduelle						+ 4000
+ Récupération du BFR						+ 1 500
Total						
Flux de trésorerie	-11 500	3 500	3 500	3 500	3 500	9 000

3. Les modes de financement

Pour financer les investissements, l'entreprise doit trouver des moyens de financement.

3.1. Le financement par fonds propres

- **L'autofinancement**

L'autofinancement correspond au surplus monétaire dégagé par l'entreprise grâce à ses activités courantes après distributions des dividendes. L'autofinancement provient ainsi des richesses créées et conservées au fil des années dans ses réserves. Il constitue une source de financement exclusivement interne.

$$\boldsymbol{Autofinancement = CAF - Dividendes, versés\ au\ cours\ de\ l'exerice}$$

Application pratique :
Une entreprise souhaite réaliser un investissement de 3 000 000 €. La CAF de N est de 1 500 000 € et la distribution de dividendes est de 500 000 € pour la même année.
Quel est le montant de l'autofinancement disponible en N ? 1 000 000 €

Va-t-il suffire pour financer l'investissement ? Il manque 2 000 000 €

Avantages	Inconvénients
Maintien de l'indépendance financière	Objectifs de rentabilité parfois négligés
Gouvernance non modifiée	Pas de coût direct, mais un coût implicite exigé par les actionnaires
Mobilisation aisée et rapide	Souvent insuffisant à lui seul
Capacité d'endettement intacte	Mécontentement des actionnaires qui préfèreraient des dividendes

- **Cessions d'éléments de l'actif immobilisé**

L'entreprise possède parfois des actifs immobilisés non indispensables à ses activités, qu'elle est en mesure de vendre afin de récupérer des fonds pour faire face à des projets d'investissement.

Les cessions d'éléments d'actifs immobilisés peuvent résulter :

- Du renouvellement normal des immobilisations, qui s'accompagne, chaque fois que cela est possible, de la vente des biens renouvelés.
- De la nécessité d'obtenir des capitaux.
- De la mise en œuvre d'une stratégie de recentrage.

Pour déterminer la plus ou moins-value comptable, il faut rechercher :

- La valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés (compte 657),
- Et les produits des cessions d'éléments d'actifs – PCEA (compte 757),

au sein des produits et charges exceptionnels (plus précisément dans **les charges et produits exceptionnels sur opérations en capital**).

+/- value = le compte 757 – le compte 657

Application pratique : Cession le 31/12/N d'un matériel industriel pour 2 000 € HT

Nature de l'immobilisation :	Matériel industriel	Durée d'utilisation :	5 années
Valeur brute :	18 500 € HT	Valeur résiduelle :	2 000 €
Date d'acquisition :	21 mai N-3	Mode d'amortissement :	Linéaire
Date de mise en service :	13 juin N-3		

Taux d'amortissement : 1/5 = 0,2 soit 20 % Montant amortissable : 18 500 – 2 000 = 16 500 €

Exercice	Base	Amortissement		Valeur nette comptable
		Calcul	Montant	
N-3	16 500	16 500 × 0,2 × (198/360)	1 815	16 685
N-2	16 500	16 500 × 0,2	3 300	13 385
N-1	16 500		3 300	10 085
N	16 500		3 300	6 785
N+1	16 500		3 300	3 485
N+2	16 500	16 500 × 0,2 × (162/360)	1 485	2 000

+/- value = le compte 757 – le compte 657
2000 – 6 785 = - 4 785 €

Avantages	Inconvénients
Indépendance financière	Délai avant d'obtenir les fonds de la cession
Pas d'impact sur la gouvernance	Conditionné aux actifs réellement disponibles pour une cession.
Pas de dégradation de la capacité d'endettement	

- **L'augmentation de capital**

L'augmentation de capital constitue une modification des fonds propres d'origine externe. Plusieurs modalités d'augmentation de capital existent :

- L'incorporation de réserves dans le capital. Pas de modification des capitaux propres (transfert comptable entre les réserves et le capital).
- Apports en nature (apports d'actifs immobilisés).
- Conversion de dettes. Pas de modification des capitaux permanents.
- Apports en numéraire.

Seule l'augmentation de capital par apports en numéraire amène réellement de nouvelles ressources financières. L'apport en numéraire peut se faire par les actionnaires actuels ou par de nouveaux actionnaires ou les deux.

Focus : capital-investissement

En demandant à de nouveaux actionnaires d'entrer dans le capital, il y a la possibilité de le faire dans le cadre d'un placement privé (la société démarche des investisseurs qu'elle a identifiés). Le placement privé peut se faire au travers du capital-investissement. Il consiste à faire entrer dans le capital de nouveaux investisseurs dont c'est leur spécialité (sociétés publiques, privées, ou des personnes privées, business angels).

Les fonds apportés serviront à assurer le financement du démarrage, de la croissance ou de la transmission de l'entreprise concernée.

Ces capital-investisseurs se distinguent des investisseurs classiques sur plusieurs points :

- Leur activité consiste à réaliser ce type d'opérations,
- Leur présence dans le capital est temporaire. Ils ont vocation à en sortir au bout de quelques années (3-7 ans) afin de réaliser une plus-value,
- Ils ne cherchent pas à diriger l'entreprise. Leur intervention se limite aux décisions stratégiques.

Avantages	Inconvénients
Augmente le montant des CP. Améliore la capacité d'endettement.	Modifie la gouvernance en raison de l'arrivée de nouveaux actionnaires.
Améliore le FRNG.	Provoque à CT la dilution des bénéfices en raison de la répartition de ces derniers sur un plus grand nombre d'actions.
Permet l'utilisation de nouveaux fonds pour le remboursement de dettes antérieures.	Repose la recherche d'actionnaires pour une augmentation de capital
Améliore la garantie vis-à-vis des tiers	

3.2. Le financement par quasi-fonds propres

Il existe différentes catégories de quasi-fonds propres comme les comptes courants d'associés, les prêts subordonnés et les titres hybrides de type obligataire utilisant les bons de souscription.

Nous allons nous focaliser sur la catégorie la plus souvent utilisée, les comptes courants d'associés.

- Les comptes courants d'associés

Le compte courant d'associé est un prêt consenti par un associé, un dirigeant ou un salarié à la société.

Les modalités du compte courant (rémunération, durée, remboursement, etc.) sont précisées par les statuts ou dans une convention de compte courant conclue entre la société et l'associé

Le compte courant d'associé s'analyse comme un prêt consenti à la société par un associé. Il peut donc être rémunéré, comme un emprunt bancaire, par le versement d'intérêts à cet associé.

Le taux d'intérêt est fixé par les statuts ou par la convention de compte courant conclue entre la société et l'associé.

Ainsi, lorsque le taux d'intérêt (fixé par les statuts ou la convention) est supérieur au taux de référence, la partie excédentaire des intérêts versés à l'associé n'est pas déductible du bénéfice imposable. De plus, il faut que le capital soit entièrement libéré.

Pour aller plus loin : taux de référence, https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/F32966

Avantages	Inconvénients
Le compte courant d'associés constitue une source de financement interne pour la société,	Ne présente pas de réelle garantie pour les Tiers.

souvent plus facile à obtenir qu'un prêt bancaire classique.	
Lorsque l'associé ou le dirigeant n'exigent pas d'intérêts, le prêt via le compte courant d'associés reste moins onéreux que les agios bancaires.	souvent les avances en compte d'associé sont consenties sans indication de durée : leur restitution est alors exigible à tout moment.
Les intérêts versés par la société sur le compte sont déductibles du bénéfice imposable (sous conditions).	

3.3. Le financement par dettes

- Les emprunts indivis

Définition : les emprunts indivis sont les emprunts faits auprès d'un seul prêteur.

Il n'y a qu'un seul prêteur, il est donc indivisible, d'où le qualificatif indivis (le nominal de la dette n'est pas divisé). L'emprunt indivis s'oppose donc à l'emprunt obligataire pour lequel l'emprunteur (une grande entreprise ou l'État) recourt à une multitude de créanciers (le nominal de la dette est divisé en titres).

Règles de bases :

- les intérêts sont calculés en appliquant le taux d'intérêt au montant restant à rembourser,
- le remboursement du crédit, total ou partiel, porte également le nom d'amortissement,
- le montant restant à rembourser à la fin d'une période est égal à la différence entre d'une part le montant restant à rembourser à l'issue de la période précédente, d'autre part l'amortissement qui vient d'être réalisé,
- le montant égal à la somme des intérêts et de l'amortissement du principal s'appelle l'annuité.

Le remboursement d'un emprunt indivis peut se réaliser selon trois méthodes différentes :

- remboursement par annuité constante,
- remboursement par amortissement constant,
- remboursement in fine (remboursement de la totalité de l'emprunt à la fin du contrat).

Exemple, de calcul pour le remboursement in fine

On dit qu'un crédit est remboursé in fine lorsque la totalité de son montant est amorti à la date d'échéance. Par conséquent, le montant restant à rembourser, chaque année, est le même. Ainsi, les intérêts sont identiques chaque année.

Informations	Calculs
Annuité	Intérêt + Amortissement (pour le dernier versement), sinon l'annuité = intérêt
Intérêts	Emprunt restant début de période × taux d'intérêt
Emprunt restant fin de période	Emprunt restant début de période – amortissement
Amortissement	**Remboursement en dernière année**

Application pratique :

Le 1er janvier un emprunt de 15 000 € est contracté auprès de la banque. Durée 5 ans, taux 5,9%.

Années	Emprunt début de période	Intérêt	Amortissement	Annuité
1	15000	885	0	885
2	15000	885	0	885
3	15000	885	0	885
4	15000	885	0	885
5	15000	885	15000	15885

Année 1 : intérêt : 15 000 € x 5,9 % = 885 €.

Année 5 : intérêt : 15 000 € x 5,9 % = 885 € ; annuité : 15 000 € + 885 € = 15 885 €.

Exemple, de calcul pour le remboursement par amortissement constant

On parle de crédit à amortissements constants lorsque le montant de chaque remboursement est égal au montant de l'emprunt rapporté à sa maturité. La diminution du montant restant à rembourser, à l'issue de chaque amortissement, conduit à une décroissance des intérêts.

Informations	Calculs
Annuité	Intérêt + Amortissement
Intérêts	Emprunt restant début de période × taux d'intérêt
Emprunt restant fin de période	Emprunt restant début de période – amortissement
Amortissement	**Emprunt initial / durée emprunt**

Application pratique :

Le 1er janvier un emprunt de 15 000 € est contracté auprès de la banque. Durée 5 ans, taux 5,9%.

Années	Emprunt début de période	intérêt	Amortissement	Annuité

1	15000	885	3000	3885
2	12000	708	3000	3708
3	9000	531	3000	3531
4	6000	354	3000	3354
5	3000	177	3000	3177

Le montant de l'emprunt à rembourser chaque année est de 15 000 € / 5 = 3 000 €.

Le montant restant à rembourser est donc :

- à la fin de la première année de 15 000 €,
- à la fin de la deuxième année de 15 000€ – 3 000 € = 12 000 €.

Les intérêts dus sont donc :

- à la fin de la première année de 15 000 € x 5,9 % = 885 €,
- à la fin de la deuxième année de 12 000 € x 5,9 % = 708 €.

Le versement à réaliser auprès de l'établissement financier :

- à la fin de la première année 885 € + 3 000 € = 3 885 €,
- à la fin de la deuxième année 708 € + 3 000 € = 3 708 €.

Exemple, de calcul pour le remboursement par annuité constante

Un crédit est remboursé par annuités constantes lorsque les montants des paiements annuels, l'annuité (qui regroupent les intérêts et les amortissements) sont constants. Dans la mesure où le montant restant à rembourser diminue sous l'effet des amortissements, les intérêts diminuent chaque année. Aussi, dans la mesure où les annuités sont constantes, les amortissements sont progressifs.

Formule à utiliser pour calculer l'annuité constante :

$$a = \ montant\ de\ l'emprunt * \frac{Taux}{1 - (1 + taux)\text{^} - durée} *$$

Informations	Calculs
Annuité	Cf. formule
Intérêts	Emprunt restant début de période × taux d'intérêt
Emprunt restant fin de période	Emprunt restant début de période – amortissement
Amortissement annuel	**Annuité constante - intérêts**

Application pratique :

Le 1er janvier un emprunt de 15 000 € est contracté auprès de la banque. Durée 5 ans, taux 5,9%.

Années	Emprunt début de période	Intérêt	Amortissement	Annuité
1	15000	885	2666	3551
2	12334	727,69	2824	3551
3	9510	561,09	2990	3551
4	6520	384,67	3167	3551
5	3353	197,85	3353	3551

Annuité : 15 000 x 0,0590 / (1 – (1,0590) ^-5) = 3 551,26 €. **Attention aux parenthèses !!!**

Type d'amortissement	Avantages	Inconvénients
In fine	Les fonds sont disponibles sur l'ensemble de la période.	Les assurances sont plus onéreuses (risque). Le coût est élevé.
Amortissement constant	Les frais financiers sont plus faibles qu'avec un amortissement progressif.	Les échéances sont plus lourdes en début de remboursement.
Annuités constantes	Les échéances sont stables.	Les frais financiers sont plus lourds qu'avec un amortissement constant.

3.4. Le financement par crédit-bail

Le contrat de crédit-bail est une opération de location portant sur un bien meuble ou immeuble assorti d'une option d'achat à un prix fixé à l'avance.

Les éléments principaux inclus dans un contrat de crédit-bail

Éléments	Commentaires
Bailleur	Société de crédit-bail
Preneur	Locataire
Redevance de loyer	Montant versé périodiquement, mensuellement, trimestriellement…, jusqu'à la fin du contrat (généralement payables d'avance)
Dépôt de garantie	Montant parfois exigé en début de contrat (et restitué à la fin).
Durée	Entre 3 et 7 ans.
Prix de l'option d'achat	Prix versé en fin de contrat pour devenir propriétaire du bien.

Remarque :

Le crédit-bail est réservé aux professionnels. Le leasing est un terme anglais, qui se traduit par crédit-bail. Mais la technique du leasing s'applique aussi aux particuliers dans 2 cas : la location-vente et la location avec option d'achat (LOA).

Le crédit-bail est une location d'un bien mobilier ou immobilier avec une option d'achat à l'issue de la période locative à destination des entreprises professionnelles.

Le leasing est une location financière d'un bien mobilier ou immobilier à destination des particuliers et professionnels.

Il existe **2 différences principales entre ces formes de financement** :

- le leasing s'adresse à toute personne physique ou morale alors que le crédit-bail s'adresse uniquement aux professionnels ;
- le crédit-bail inclut toujours une option d'acquisition alors que le leasing n'inclut pas automatiquement cette faculté.

Avantages	Inconvénients
Financement à 100% de l'investissement	Les sociétés de CB exigent souvent des garanties
Grande souplesse dans les modalités de paiement : les loyers peuvent être constants, dégressifs ou spécifiques	Coût plus élevé que celui d'un emprunt bancaire
Assurance contre le risque technologique si le contrat prévoit l'échange du bien en cas de changement important	

3.5. Le financement participatif

Le financement participatif est un mécanisme de **désintermédiation financière**. Il permet de court-circuiter le système bancaire traditionnel en mettant en relation directe des porteurs de projets et des épargnants via un site internet.

Ce mode de financement permet de réunir des sommes d'argent de façon collective afin de les utiliser dans des projets d'investissements clairement identifiés. Il repose sur un grand nombre de contributeurs afin de financer un projet.

Le financement participatif comporte 3 modalités : dons (crowdfunding), emprunts (crowdlending) et la prise de participation (crowdequity).

Modalité	Nom technique	Contrepartie pour le contributeur
Le Don	Crowdfunding	Aucune (don pur) ou récompense (ex: le produit fini, un goodies).
L'Emprunt	Crowdlending	Remboursement du capital avec des intérêts (souvent élevés car risqués).
L'Investissement	Crowdequity	Réception de parts sociales ou d'actions de l'entreprise.

Avantages	Inconvénients
Idéal quand les banques refusent le financement (projets trop risqués ou sans garanties).	Les plateformes prélèvent souvent une commission (5 à 12% des fonds collectés). De plus l'absence de garanties, conduit à un risque plus important qu'un banquier (hausse des coûts d'intérêt).

Le financement n'impose généralement aucune garantie à l'encontre de l'entrepreneur.	L'equity crowdfunding fait entrer de nouveaux associés dans l'entreprise pouvant conduire à compliquer la gestion de l'entreprise.
Permet de valider l'intérêt du public avant de lancer la production (test de marché).	Effort marketing intense. Il ne suffit pas de poster le projet, il faut une communication massive pour réussir.

Exemples :

- https://www.24matins.fr/promotion-dun-projet-douteux-de-nft-je-ne-suis-pas-le-cerveau-dune-arnaque-repond-lacteur-kev-adams-1357263
- https://www.mediapart.fr/journal/france/230423/nounours-et-cryptomonnaies-dubai-le-mauvais-film-de-kev-adams

4. Le plan de financement

L'objet d'un plan de financement est de recenser :

- les investissements futurs d'une entreprise, les emplois prévus,
- leur financement, les ressources prévues.

L'élaboration du plan de financement suit donc la phase de choix et de programmation des investissements et de leur financement.

Il représente donc, pour plusieurs périodes, en réalité plusieurs années, les prévisions d'emplois ainsi que les ressources prévisionnelles nécessaires à leur financement.

Il permet d'évaluer les capitaux nécessaires pour financer :

- les investissements,
- et aussi les besoins en fonds de roulement induits par l'accroissement des infrastructures et de l'activité de l'entreprise.

Il permet de comparer les ressources et les besoins prévisionnels, en général sur une **durée de 3 à 5 ans.**

4.1. Intérêts et utilités du plan de financement

Le plan de financement présente un intérêt évident pour plusieurs raisons.

C'est un instrument :

- **de gestion prévisionnelle** utile à la stratégie de l'entreprise à moyen et long terme (3 à 10 ans ou plus),
- **de négociation des conditions d'emprunts** auprès des organismes financiers,
- **de prévention des difficultés** éventuelles prévisibles des entreprises en matière financière,
- **indispensable pour toute entreprise en cours de création**.

Exemple d'un plan de financement à modifier en fonction des situations :

Plan de financement	1	2	3	4	5
Emplois					
Acquisitions d'immobilisations					
Variation du BFR					
Remboursement d'emprunts existants					
Remboursement d'emprunts supplémentaires					
Versement des dividendes					
Total Emplois					
Ressources					
CAF					
Dividendes reçus					
Augmentation de capital en numéraire					
Emprunts souscrits					
Subventions reçues					
Total Ressources					
Variation de trésorerie (Ressources – Emplois)					
Trésorerie initiale					
Trésorerie finale					

4.2. La préparation du plan de financement

- Plan initial ou ébauche

Il recense toutes les prévisions :

- d'**emplois** : les investissements, la variation de BFR et potentiellement le versement de dividendes
- de **ressources** : la CAF (financement interne), les cessions d'immobilisations.

A ce stade, le financement externe n'apparaît pas (emprunt, augmentation de capital, subvention crédit-bail) et le plan de financement est rarement équilibré.

Le plus souvent un déséquilibre apparaît (emplois > ressources) qui peut se résorber par :

- une réduction du montant de l'investissement,
- un étalement du programme d'investissements dans le temps (différé),
- de nouvelles ressources de financement complémentaires avec leurs conséquences.

- **Le plan définitif avec le financement externe**

Les ajustements nécessaires peuvent concerner des ressources nouvelles et les conséquences peuvent être les suivantes :

- **des emprunts supplémentaires** avec leurs remboursements et les charges d'intérêts prévisibles entraînants de nouveaux emplois et une modification de la CAF,

- **des augmentations de capital** en numéraire d'où ultérieurement des paiements de dividendes supplémentaires,
- **la location-financement** (crédit-bail et location longue durée).

Ces nouveaux moyens de financement conduisent à **une modification des résultats envisagés et des capacités d'autofinancement** prévue en raison de l'augmentation des charges financières.

4.3. Les impacts des financements sur le plan de financement

- **Le financement par emprunt bancaire**

Impact de l'emprunt sur le plan de financement

- Impact sur la CAF

Chiffre d'affaires HT
- Charges variables
-Charges fixes autres
EBE
-Amortissements
Résultat d'exploitation
-Intérêts bancaires
Résultat courant avant impôt
-Impôt
Résultat courant net d'IS
+Amortissements
CAF prévisionnelle

On y déduit les intérêts bancaires. Impact négatif sur la CAF (montant des intérêts nets).

- Il faudra y rajouter le montant de l'emprunt dans les ressources
- Il faudra y rajouter le remboursement de l'emprunt dans les ressources **(l'amortissement). Ne pas prendre le montant des annuités (les intérêts ont déjà impacté la CAF).**

- **Le financement par augmentation de capital**

Impact de l'augmentation de capital sur le plan de financement :

- **Emplois** : versement des dividendes,
- **Ressources** : augmentation de capital en numéraire.
- **L'impact est nul sur la CAF**.

- **Le financement par la location-financement (Crédit-bail)**

Impact du crédit-bail sur le plan de financement :

- **Emplois** : baisse totale ou partielle du montant de l'investissement. Le crédit-bail remplace partiellement ou en totalité le montant de l'investissement,
- **Ressources** : Impact sur la CAF : on y rajoute les loyers du CB dans les charges d'exploitation. Ce mode de financement vient diminuer la valeur de la CAF.

Chiffre d'affaires HT
- Charges variables
-Charges fixes autres
- Loyers
(suppression des DAP)
Résultat d'exploitation
-Impôt
Résultat courant net d'IS
CAF prévisionnelle

5. Exemple

Application pratique :
En reprenant les éléments suivants : Investissement sur 5 ans de 10 000 M€ ; CAF de 3 500 M€ pour les 5 années ; Variation du BFR de 1 500 M€ début N et de zéro par la suite. Le projet s'arrête au bout des 5 ans. On estime la valeur de revente nette de 4 000 M€. L'actionnaire apporte 12 000 M€ en début du projet. A partir de N+2 : versement de 1 000 M€ de dividendes.

Plan de financement	Début N	Fin N	N+1	N+2	N+3	N+4
Emplois						
Acquisitions d'immobilisations	- 10 000					
Variation du BFR	-1 500					
Versement des dividendes				- 1 000	- 1 000	- 1 000
Total Emplois	**-11 500**			**- 1000**	**- 1000**	**- 1000**
Ressources						
CAF		+ 3 500	+ 3 500	+ 3 500	+ 3 500	+ 3 500
Dividendes reçus						
Augmentation de capital en numéraire	12 000					
Valeur résiduelle						+ 4000
Récupération du BFR						+ 1 500
Total Ressources	**12 000**	**3 500**	**3 500**	**3 500**	**3 500**	**9 000**
Variation de trésorerie (Ressources – Emplois)	+500	3 500	3 500	2 500	2 500	8 000
Trésorerie initiale	0					
Trésorerie finale	**+500**	**4 000**	**7 500**	**10 000**	**12 500**	**20 500**